

INVESTIG'ACTION

L'info n'est pas un luxe, c'est un droit

2017 le coup d'Etat

30 Avr 2017

NETWORK POINT ZERO



Les informations qui ont été utilisées pour cette analyse ont été recoupées et vérifiées conformément aux principes de la charte journalistique de Munich. Elles ont pour origine des articles de presse, interviews télé, images et ouvrages dont les auteurs sont connus et reconnus pour la fiabilité de leurs recherches. Il serait trop long de les énumérer ici.

Loin de tout name-dropping, vous trouverez en fin de publication les références. Mais tout est vérifiable. Attention, cependant aux sites complotistes, confusionnistes où d'extrême droite. Assurez vous que les sites que vous consultez soient reconnus pour le sérieux

de leurs publications. Préférez les sites de recherches universitaires.

A ceux qui disent que cet article est complotiste, il s'agit, tout simplement, d'un propos irresponsable qui a pour objectif de discréditer toutes critiques à l'égard de pratiques qui mettent en danger la démocratie. Mais plus grave encore cela permet de les avaliser. Il est urgent de cesser ce genre d'accusation un peu simpliste et de poser les vraies questions. En l'occurrence a-t-on oui ou non utilisé l'appareil d'État à des fins de stratégies politiques? Les relais d'influence sont -ils réels ? Les media et les instituts de sondage sont ils indépendants? etc. Ce sont les questions centrales du débat.

Propos liminaires.

Une fois de plus, cet article est long. Il est l'avant première d'un livre qui sera publié prochainement. Prenez le temps de le lire tranquillement, mais lisez le. Il révèle comment certains acteurs ont préparé minutieusement ce qu'il faut bien appeler un coup d'État.

Il s'agit pour eux de pérenniser, coûte que coûte, la politique engagée par François Hollande. Alors qu'ils se persuadent de servir les desseins heureux de la France, ces putschistes sont en passe de réussir leur ultime objectif, celui de faire perdre à notre pays son libre arbitre, en soumettant son peuple et en violant la démocratie

L'heure est grave.

Avant –propos.

En 2005, vous avez, pour certains d'entre vous, participé au referendum du TCE (Traité pour une Constitution Européenne) vous avez détesté le battage médiatique outrancier pour le « oui » ? Vous avez applaudi son rejet par 55% des Français ? Vous avez protesté contre la transformation du TCE en Traité de Lisbonne adopté par le Parlement réuni en Congrès en 2008 ? Vous avez hurlé au déni de démocratie ? Un coup porté à la voix du peuple...un véritable coup d'État ?

Eh bien c'est, à peu de chose près, ce qui se passe aujourd'hui pour faire élire un candidat choisi par la même oligarchie, par les mêmes élus de gauche et de droite, par les mêmes media et pour les mêmes objectifs. Exactement les mêmes. De VGE à Cohn Bendit en passant par Hollande et Bayrou, de TF1 à Libération, du Monde au journal Les Échos, les Pineau, Arnault, Bolloré, tous participent à la promotion d'un seul et même vœu... le « oui » pour Emmanuel Macron.

Dans « Macron ciblé par la CIA » publié sur ce même blog (que je vous conseille de lire avant cette publication) il a été démontré comment ce jeune banquier-énarque a été porté au cœur de l'appareil d'État par des apparatchiks européens et atlantistes.

Aujourd'hui, il est l'heure pour ces gens là de passer à la phase opérationnelle. Ce qui se prépare en France à l'occasion de ces élections présidentielles peut être qualifié de coup d'État, tant les séquences collent exactement à la définition qu'en font des spécialistes.

Par la manipulation de l'opinion publique et la maîtrise des structures de l'État, des hauts fonctionnaires, des hommes politiques, des élus et des journalistes véritables mercenaires au service des patrons de grandes entreprises multinationales et de la finance internationale tentent de soumettre le peuple français à un destin qu'il ne s'est pas choisi. De gauche à droite, du PS au Centre, contre le restant de l'échiquier politique une minorité s'apprête à prendre le pouvoir en France.

Lisez attentivement ce qui est écrit. C'est édifiant !

EN GUISE D'INTRODUCTION

La candidature de Macron : un « 18 Brumaire de la bienveillance » ?

Un article signé Bruno Roger Petit, dans le numéro de « Challenges » du 15 mars 2017 et titré « *Mélenchon et sa constituante : l'inquiétante promesse d'un coup d'état permanent...* » raconte : « Depuis des mois, sous prétexte de renouveau démocratique, Jean-Luc Mélenchon promet une assemblée constituante pour aller à la VI^e République. En apparence, c'est démocratique, mais si l'on y regarde de plus près, ce projet du futur Mélenchon s'apparente à un coup d'État populiste ».

Cet article est, en vérité, un contre feu. Il est l'arbre qui cache la forêt.

Après s'en être pris, sur le même registre, à Fillon et à Le Pen, Bruno Roger Petit qualifie, avec une mansuétude consternante, la candidature de Macron de « 18 Brumaire de la bienveillance ». Mansuétude ? Pas tant que ça. L'employeur de ce journaliste n'est autre que Claude Perdriel, patron de presse et... soutien actif de Macron.

L'observation est cocasse dans la mesure où c'est en France, à l'occasion du 18 Brumaire, que naît l'expression « coup d'État », celui de Bonaparte...

Ce journaliste serait-il assez pervers pour nous suggérer de façon subliminale ce qui en train de se tramer dans cette élection ? Après l'analyse, pour le moins farfelue, de la constituante de Mélenchon (que dire alors de la Constitution de 1958 !?!), voyons si la candidature de Macron est un « 18 Brumaire de la bienveillance » ?

AUTOPSIE D'UN COUP D'ÉTAT

D'un point de vue historique – y compris dans l'époque contemporaine – le coup d'État a été l'un des moyens les plus fréquemment utilisés pour accéder au pouvoir. D'ailleurs selon les spécialistes plus de la moitié des gouvernements du monde le seraient devenus grâce à ce procédé.

On peut décrire de manière assez précise les techniques opératoires, violentes ou non, de la prise de pouvoir. Ainsi, on observe qu'il s'agit d'abord, pour les auteurs, de s'emparer des structures de l'État, de s'assurer de la maîtrise de l'opinion publique, de veiller à une synergie avec le contexte international avant de légitimer le processus, soit par la force, soit par des élections.

Nous allons dans cette publication analyser tous ces points, un par un, en cherchant, à chaque fois, à valider l'hypothèse avant de

conclure sur la dangerosité de l'avènement de ce pouvoir en France.

S'emparer de l'appareil d'État

La technique de base du coup d'État consiste à s'emparer des organes centraux de l'administration et en l'occurrence, des institutions de la République. Les auteurs, nous disent les spécialistes, appartiennent le plus souvent eux-mêmes, aux structures étatiques. Nous y sommes.

Qui sont les commanditaires ?

Il ne fait plus de doute maintenant que c'est François Hollande et son homme de confiance, Jean Pierre Jouyet, le Secrétaire Général de l'Élysée, qui sont à l'origine du projet qu'il faut bien définir comme un véritable coup d'État.

Hollande et Jouyet sont amis depuis 35 ans, des bancs de l'ENA jusqu'à l'Élysée. Les deux hommes se rencontrent à 23 ans. Ils viennent de réussir le concours de l'École Nationale d'Administration et doivent effectuer leur service militaire ensemble, à Coëtquidan, où ils partagent leur chambre avec Michel Sapin. Les trois jeunes hommes se lient d'une forte amitié qu'ils entretiennent sur les bancs de l'ENA (la promotion Voltaire). Hollande déborde d'initiatives, et souvent, Jouyet accepte de le seconder dans ses projets. À la sortie de l'ENA, lors des affectations, François Hollande, classé 8e, laisse le dernier poste accessible à l'Inspection générale des Finances à Jean-Pierre Jouyet.

Leur amitié n'a jamais été mise à mal. Quand en 2014, Jouyet prend les fonctions de secrétaire général de l'Élysée, il déclare : « c'est l'aboutissement de ma vie publique et d'une vie avec lui ». Et de préciser : « Pendant les réunions, je suis secrétaire général, après je redeviens le copain, on sépare ce qui est public et privé de façon plus simple que ce que je croyais » Il promettait alors pour conclure : « Je suis là pour le servir, pas pour le gêner. Je l'ai gêné une fois, cela n'arrivera plus ».

La gêne dont parle Jouyet, c'est quand il a accepté d'entrer dans le gouvernement de François Fillon, au poste de secrétaire d'État chargé des Affaires européennes. François Hollande l'aurait très mal pris. « Mal pris » étant sans doute un peu fort...

Pour quel scénario ?

Hollande et Jouyet sont loin d'être des tendres, il faut que ce soit bien clair pour tous les lecteurs. Ce sont de fins observateurs – et acteurs – de la vie politique. Ils en connaissent les rouages, les stratégies, les us et coutumes, les trahisons et les fidélités.

Media et journalistes sont les instruments de leurs stratégies politiques et ils ont fait l'objet de manipulations constantes qu'ils ont parfois du mal à déjouer, tant leur connivence est forte et parfois incestueuse avec le pouvoir. C'est un jeu que maîtrisent parfaitement les deux amis.

Pour Hollande et Jouyet (et d'autres qui leurs sont proches) ce n'est pas l'économie qui est en crise, mais le système politique.

Chez nos concitoyens, la rancœur est à son comble. « Cela fait plus de 40 ans que le libéralisme est au pouvoir, plus de 40 ans qu'on leurs demande de se serrer la ceinture, ceux là promettant des jours enchanteurs sans jamais qu'ils arrivent. 1000 milliards de déficit public en 10 ans (Sarkozy/ Hollande cumulé) disent-il, 10 millions de chômeurs et précaires, des pauvres de plus en plus pauvres, des riches de plus en plus riches ». Ils sont au bord de l'explosion et ne trouvent leur salut que dans des discours qui consistent à tirer un grand trait sur le passé. Force est de constater que nous sommes arrivés, aujourd'hui, à un point de rupture.

Les deux amis en sont , évidemment, conscients et pour eux, l'heure est grave. Il apparait, dès lors, trop dangereux de ne pas intervenir sous peine de laisser les « populismes renverser la table ». Il faut agir vite, trouver l'antidote et résoudre la crise.

Ils font, assez tôt, le constat qui s'impose : il faut à tout prix poursuivre la politique économique engagée depuis plus de 5 ans et continuer l'intégration du pays dans l'Europe et dans l'économie mondiale. Mais ni François Hollande, ni Manuel Valls ne sont en capacité de le faire. Ils sont, l'un et l'autre, rejetés par l'opinion publique. Pour eux, ils agissent dans l'intérêt du pays et c'est dans l'intérêt du pays qu'ils doivent s'effacer pour pérenniser « l'œuvre » qu'ils ont entreprise.

La solution, c'est Jouyet qui l'a dans sa manche depuis un certain temps: c'est Emmanuel Macron! Hollande n'est pas chaud. Il doute de la fiabilité du jeune banquier.

Jeune et avenant, une tête bien faite, cursus parfait, bien conditionné sous la férule de Jouyet et d'Attali, faisant consensus chez les patrons des multinationales et de la finance mondiale, adoubé par les américains, les anglais et les allemands, inculte politiquement et donc facilement contrôlable, un tantinet imbu de sa personne, il est le candidat idéal pour ce coup de force. Sa feuille de route est rédigée : appliquer une politique européenne libérale et atlantiste en matérialisant une alliance gauche/droite, poursuivre la politique économique engagée et l'inscrire durablement dans l'avenir du pays en créant un grand parti démocrate et « progressiste », à l'issue des élections. Gageons qu'il n' a pas fallu longtemps pour convaincre Macron.

Ce fut un peu plus difficile pour Hollande. Mais après l'avoir rassuré, Jouyet met Macron sur les rails très vite afin d'éviter qu'il ne soit contraint de se présenter à la primaire de la gauche. Il lui conseille de créer un mouvement plutôt qu'un parti car « compte tenu de l'ambiance, c'est préférable »...

Et Valls ?

Tout comme Hollande, Valls est, pour l'instant, mort politiquement. Il le sait, les sondages ont parlé. Sa désignation comme candidat ferait perdre le camp libéral. Sa mission est alors de représenter le courant libéral à la primaire de la gauche. Pourquoi ? Simplement pour calmer les libéraux du parti et éviter qu'on fasse pression sur Macron pour qu'il participe à la compétition. Car si ce dernier se présentait à la primaire, il serait battu et anéantirait, du même coup, les chances de réussite du projet. Mais pas seulement. La présence de Valls va aussi permettre d'estimer la force du camp libéral du parti et donc celle de la solidité de la colonne vertébrale du futur « mouvement centriste », car sans eux, le nouveau parti ne serait qu'une coquille vide.

Hollande et son ami sont parfaitement informés de l'état d'esprit de la majorité des militants socialistes, et du désamour profond qu'il règne à l'égard de la politique gouvernementale. Ils sont quasiment certains du résultat de la primaire et de l'éviction de Valls. Mais, dans le doute, ils vont miser sur Hamon. Pourquoi ? Encore une fois, l'élection de Valls serait contre productive. Hamon est celui qui cristallise l'aile gauche du PS et qui peut empêcher le « populisme » (cf. les objectifs de la NED) de gauche de progresser en le divisant. En langage clair : il s'agit de contenir Mélenchon dans son pré carré.

Comme prévu, c'est ce qui va se passer.

Hamon est élu candidat. Les soutiens de Valls rejoignent, officiellement ou pas, un à un, le camp Macron et Valls lui même ne tardera pas. Le PS sera réduit à sa plus simple expression et ne servira, à l'avenir, qu'à entretenir la division parmi les tenants de la gauche de transformation sociale, laissant ainsi le champ libre aux centristes pour mener à bien leurs desseins.

Le scénario à gauche et au centre est donc réglé. Il faut maintenant s'occuper des conservateurs.

La primaire de droite est incertaine. Une confrontation Sarkozy/ Juppé est pour Hollande et Jouyet du pain béni. Il y a des arguments pour les discréditer aux yeux de l'opinion publique. Et au besoin, on peut à en fournir d'autres. Mais le destin leur sourira. C'est Fillon qui sort vainqueur. Il suffit de lui porter l'estocade. Une « bonne âme » téléphone au Canard Enchaîné. On connaît la suite. L'Histoire nous dira qui était à l'origine de cette affaire. Mais, avec un peu de perspicacité, si ce ne sont pas les deux dont il est question ici, puisqu'ils démentent, il ne fait nul doute qu'un de leurs aficionados, ayant compris le sens de l'Histoire, s'est chargé de la basse besogne.

L'affaire est réglée. Les conservateurs sont hors champs.

Reste l'extrême droite. Rien de plus simple. Depuis Mitterrand, les socialistes savent s'en servir. Il faut tout faire pour que Marine Le Pen atteigne des sommets. « On » fait ce qu'il faut pour minimiser ce qui peut l'atteindre (cf. les affaires financières) et « on » dose savamment sa diabolisation. C'est Hollande qui sera le chantre de la lutte contre le FN dans cette séquence.

Les socialistes et les « populistes » de gauche neutralisés, les conservateurs anesthésiés, une confrontation Le Pen/Macron est donc probable. Une fois encore, le réflexe républicain écartera l'extrême droite ...c'est donc boulevard et tapis rouge pour Macron.

Hollande et Jouyet ont dû discrètement échafauder ce scénario, un soir, autour d'un verre de champagne (Taittinger, épouse de Jouyet oblige) au cours de leurs vacances d'été car depuis de nombreuses années les couples Hollande et Jouyet se fréquentent régulièrement et partent en vacances ensemble. Petite précision qui n'est pas sans intérêt parce qu'elle situe bien la proximité de ces deux personnages. On ne part pas en vacances avec n'importe qui.

Vous pensez que ce sont des élucubrations ? La réponse est contenue dans une autre question : peut-on naïvement penser que ces deux là n'ont pas mis en commun leurs cerveaux pour monter cette opération ? Pour ceux qui sont éloignés de ce milieu peut être, mais pour les autres, les acteurs et observateurs politiques avisés, eux, savent qu'ils en sont parfaitement capables et qu'ils l'ont fait.

Et pour ceux d'entre vous qui en doutent encore, la lecture des faits, présents et à venir, devra suffire à attester, à peu de chose près, la véracité du propos.

Les théoriciens

Qui sont ils ?

C'est Aquilino Morelle qui va dévoiler le pot aux roses. C'était en avril 2014, cet ex conseiller de François Hollande (il était l'une des plumes des discours présidentiels) venait de quitter l'Élysée après la révélation de ses liens présumés avec l'industrie pharmaceutique et de sa passion pour les chaussures bien cirées. Dans la presse, il accusait l'entourage du chef de l'État d'avoir monté toute *l'affaire* pour *l'éliminer politiquement* parce qu'il était *trop à gauche*. « *Les Français ont voté pour le discours du Bourget, pas pour le programme des Gracques, dit il, ce sont leurs idées qui sont aux commandes tout simplement ! Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire général de l'Élysée, en est membre. Emmanuel Macron, je n'en sais rien, peut-être. Mais il n'a pas besoin d'y adhérer ; il est totalement en symbiose avec eux* ». Et de conclure : « *Oui, c'est bien leur programme qui est appliqué aujourd'hui. Un programme pour lequel les Français n'ont pas voté* ».

Mais qui sont ces gens dont parle Aquilino Morelle ?

Le nom « Gracques » a été donné à deux frères et hommes d'État romains Tiberius et Gaius Gracchus renommés pour leur tentative infructueuse de réformer le système social romain (espérons que leurs contemporains aient le même succès !)

« Les Gracques » d'aujourd'hui, c'est un petit groupe d'hommes d'affaires, de hauts fonctionnaires et d'intellectuels qui s'activent depuis 2007 dans les coulisses du pouvoir pour convertir la gauche française au libéralisme. Pour la plupart, ils occupent des postes hauts placés, souvent dans des banques, des compagnies d'assurances, des fonds d'investissement. Tous ont fait au moins l'ENA ou HEC. Anciens du PS, pour beaucoup d'entre eux, ils ont peuplé les cabinets ministériels des années 1980 et 1990, servant les socialistes « modernes », Rocard surtout mais aussi Jospin, Fabius, Bérégovoy ou Strauss-Kahn. Quand la droite est revenue au pouvoir, ils ont déserté le service de l'État pour rejoindre (ah ! le pantouflage!) le monde de l'entreprise. Ils y ont gagné beaucoup d'argent mais sans jamais abandonner tout à fait la politique. Aujourd'hui, ils sont dans les coulisses du pouvoir et ils ont des ramifications qui vont jusqu'au plus haut sommet de l'État.

Il est quasiment certain que c'est Jean-Pierre Jouyet qui a cofondé ce groupe semi-clandestin. L'ASPEN et la NED ont déterminé son cadre idéologique (lire « Macron ciblé par la CIA ? »). Voici ce qu'il dit à propos de l'action des Gracques à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012 et ensuite. Lisez bien, car c'est tout simplement époustouflant:

*« L'approche des Gracques entre les deux tours, celle d'un rapprochement des réformistes et des sociaux-démocrates, était préconisée aussi par Ségolène Royal. Elle n'a pas fait l'unanimité au PS. J'en ai pris acte. **Nicolas Sarkozy** m'a demandé de m'occuper de l'Europe. J'ai constaté que ce n'est un enjeu ni de droite ni de gauche, mais qu'il répond à un impératif national. **J'observe qu'il s'est lancé dans une politique de réforme que les Gracques appelaient de leurs vœux. (!!!)** Je remarque que l'homme a l'énergie nécessaire pour les mener à bien et qu'il est loin de la caricature de l'ultralibéral qu'on avait dessinée de lui ». Jouyet laudateur de Sarkozy ! Et maintenant Valls qui propose ses services à Fillon...No comment.*

On y trouve des gens comme Roger Godino, Guillaume Hannezo, Gilles de Margerie, Ariane Obolenski, François Villeroy de Galha, **Erik Orsena**, **Denis Olivennes** directeur général d'Europe 1 et Lagardère Active (Paris-Match, JDD, Newsweb), **Matthieu Pigasse**, responsable monde des fusions acquisitions (fusac) et du conseil aux gouvernements de la Banque Lazard dont il est directeur général délégué en France. Il est propriétaire et président des Nouvelles Editions Indépendante qui contrôle le magazine Les Inrockuptibles et Radio Nova et actionnaire du Groupe Le Monde et du Huffington Post. **Bernard Spitz**, président de la Fédération Française de l'Assurance regroupant la Fédération française des sociétés d'assurance et le Groupement des entreprises mutuelles d'assurance. Il préside également le Pôle International et Europe du MEDEF. **Mathilde Lemoine**, macro économiste Group Chief Economist chez Edmond de Rothschild Group et membre du Haut Conseil des Finances Publiques...et il y en a d'autres du même calibre.

Et qui participe aux travaux des Graques ? **Cohn Bendit** et... **Macron** !

Les économistes

Ce sont les mêmes que ceux de François Hollande !

Les économistes qui conseillent Macron aujourd'hui, sont les mêmes, exactement les mêmes, que ceux qui conseillaient Hollande en 2012. Ils faisaient partie du premier cercle et se nommaient le « groupe de la Rotonde ». Il y avait Jean Pisani-Ferry , le boss, Philippe Aghion, Elie Cohen, Gilbert Cette, Jean-Hervé Lorenzi, les porte flingues etEmmanuel Macron.

On ne change pas une équipe qui gagne. C'est tout naturellement que l'Elysée demande à Pisani – Ferry, en janvier 2017, de prendre en charge le programme et les idées du mouvement de Macron. Et ce sont les mêmes fantassins qui vont l'épauler : Cohen, Cette, Lorenzi, Aghion.

Mais, arrêtons nous, un instant, sur Pisani-Ferry, l'alpha du groupe, pour bien comprendre la doctrine et les enjeux.

Jean Pisani-Ferry n'est pas n'importe qui et son influence sociale libérale européiste est grande dans le milieu. Il est un fervent défenseur d'un gouvernement mondial de l'économie au même titre que Jacques Attali. Il a été commissaire général de France Stratégie (ex commissariat au Plan) de mai 2013 à janvier 2017. Auparavant il a été directeur du Centre d'études prospectives et d'informations internationales, conseiller économique de Dominique Strauss-Kahn et de Christian Sautter au ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, président délégué du Conseil d'analyse économique mis en place par Jospin, expert pour la Commission européenne et ...le FMI. Autant dire qu'il est calibré.

Cependant, on ne peut cerner correctement cet économiste sans citer le cercle de réflexion « Bruegel » qu'il a cofondé il y a quelques années...

Le think tank Bruegel (sis à Bruxelles) est un centre de recherche qui couvre l'ensemble du champ des politiques économiques. Il est dirigé et financé sur la base d'un système de gouvernance associant des États membres de l'Union Européenne et des multinationales dont Areva, Deutsche Bank, Deutsche Telekom, EDF, Ernst & Young, Erste Bank Group, GDF Suez, Goldman Sachs, Google, Microsoft, Novartis, Pfizer, Renault, Samsung, Syngenta etc.

Président actuel Jean-Claude Trichet ex président de la BCE. Membre d'honneur d'Aspen France (Jouyet en est le président d'honneur), membre du comité de direction du groupe Bilderberg et président en exercice du groupe européen de la commission Trilatérale . Il est membre du conseil d'administration de EADS où il représente... les actionnaires. Pour l'universitaire Frédéric

Lebaron, Jean-Claude Trichet « est le plus célèbre et le plus influent d'entre tous » les experts issus de l'inspection des finances, le vivier de Jouyet.

Président d'Honneur Mario Monti, ex commissaire européen et ex président du groupe européen de la Commission Trilatérale.

La boucle est bouclée. Nous sommes ici au cœur du réacteur des idées que Hollande et Macron ont puisé pour définir leur politique économique.

Les soutiens

Les grandes fortunes de France choisissent Macron .

« Je lui ai fait rencontrer des milieux d'affaires, on a eu des réunions en Angleterre et il y aura des contacts directs entre Emmanuel Macron et la présidence des États-Unis » disait son mentor le richissime rocardien feu Henry Hermand.

Mais Macron va aussi être présenté au « Tout Paris » par Jean-Pierre Jouyet, son parrain, qui dispose d'un carnet d'adresse aussi gros qu'un Larousse.

Jouyet a épousé en seconde noce Brigitte Taittinger (le champagne), ex- PDG des parfums Annick Goutal et actuellement directrice de la stratégie de Sciences Po. Les témoins du mariage furent François Hollande et feu Christophe de Margerie, le PDG de Total. 12ème patron du CAC 40. Quand on saura que Jouyet a été nommé en 2008, par Sarkozy, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) et que tous les patrons du CAC 40 sont venus le voir dans son bureau, on aura tout dit...

Parmi les dix personnes les plus riches de France, quatre soutiennent officiellement Macron : Bernard Arnaud (1er fortune de France), François Pinault (4ème), Patrick Drahi (5ème), Xavier Niel (9ème). Seul Serge Dassault (3ème) ne s'est pas prononcé officiellement mais il encense Macron et Le Drian, ministre de la défense. Et pour cause. Il a un business à faire tourner. A ceux là, il faut ajouter, Martin Bouygues, Vincent Bolloré, Pierre Bergé, Matthieu Pigasse et Arnault Lagardère et ceux dont on ne connaît pas le nom car Macron ne souhaite pas publier la liste de ses donateurs. On comprend pourquoi.

Le choix du candidat

» *Macron, c'est entre nous, non pas simplement une question de hiérarchie – il sait ce qu'il me doit – mais une question de loyauté personnelle et politique* » François Hollande – avril 2016.

Dans une publication précédente (« Macron ciblé par la CIA ») il est décrit avec précision comment cet homme a été choisi et porté au cœur de l'appareil d'état par des membres de l'oligarchie politique et affairiste en moins d'une dizaine d'années. Mois après mois, il a été façonné pour répondre exactement au calibrage des idées politiques de ses parrains, des « sociaux libéraux internationalistes » disent – ils avec pudeur...en fait des néo conservateurs mondialistes conformes à l'idée que se font les Etats Unis de ce que doivent être les démocraties occidentales.

Macron a été amené à devenir secrétaire général adjoint de l'Élysée, l'un des plus proches conseillers du Chef de l'État. Puis Ministre de l'Économie. Son recruteur et mentor politique, Jean-Pierre Jouyet est aujourd'hui Secrétaire Général de l'Élysée, autant dire le cœur de l'appareil d'État

Cette ascension, pour le moins épique, rappelle étrangement la pièce de théâtre » La Résistible Ascension d'Arturo Ui » de Bertolt Brecht...(à voir ou à lire impérativement)

Macron, intelligent mais immature...

Le profil psychologique et physique du candidat est très important pour ce projet. Il faut qu'il soit présentable, malléable et qu'il reste sous influence. Une forte personnalité aurait été contre productive et impossible à gérer.

Feu **Henry** Hermand, son mentor (lire « Macron ciblé par la CIA »), le connaît bien. C'est lui qui lui a mis le pied à l'étrier en politique. Voici ce qu'il en dit en septembre 2016, il y a donc 6 mois : « *Il n'a jamais pris une décision importante sans m'en parler. Sur le plan politique, Emmanuel est trop jeune, il a besoin d'être recadré sur des connaissances historiques. Son épouse, est très présente à ses côtés. Elle a orienté ses lectures, joué un rôle dans ses cercles d'amis, veillé à ce qu'il ne se disperse pas* ».

Hermand l'infantilise, et de façon anecdotique, il raconte un peu agacé : « *Ce désir qu'il a de serrer toutes les mains qui se présentent à lui, même de ceux qui ne sont pas d'accord avec lui, est regrettable. Avec sa femme, on veut freiner ses tentatives de trop convaincre, on lui dit de se calmer!* ». Et il conclut en soulignant sa dépendance financière et psychologique (?!)

C'est ce qu'en pense aussi l'entourage de Hollande qui le connaît bien ; « *Macron apparaît comme un homme sous influences multiples* » disent-ils. Espérons qu'il ne se perde pas...

La description psychologique qu'en font ses proches correspond exactement à l'objectif de ses traitants. Ce qui prouve, s'il en est encore nécessaire, que Macron est un personnage créé de toute pièce pour servir des intérêts puissants. Cette personnalité ne pouvait pas habiter un physique ingrat. Dents blanches, bien coiffé, « tête de premier de la classe » dirait Coluche, costumes de bonne facture, séducteur et charmeur, Macron est l'image même du quarantenaire qui a réussi. Il a sa « Rolex » au poignet.

Pour conclure ce chapitre, écoutons encore une fois ce que dit Henry Hermand : *« Il incarne une tendance, il ne faut pas que ce soit personnalisé, il ne faut pas que ce soit M. Macron, il n'a pas d'expérience politique. Je demande qu'on mette en place un comité politique et non pas un comité de parrainage. Macron ne sera candidat que s'il a un mouvement d'opinion suffisamment fort avec des appuis politiques important et il ne fera déclaration de candidature que s'il dispose d'appui suffisant »*

2) Le contrôle des media

Justement. Le candidat dispose maintenant d'un bon encadrement politico-économique, il faut susciter un mouvement d'opinion autour de lui. D'aucuns vont s'attacher à le provoquer.

Si la quasi totalité des media est acquise à la cause, c'est bien sûr parce que la dizaine de milliardaires qui soutient Macron en est propriétaire à 90%.

Voici ce qu'en dit Daniel Schneidermann (Arrêt sur Image) : *« S'agissant de Macron (...) Xavier Niel et Pierre Bergé, copropriétaires du groupe le Monde, lui ont plus ou moins publiquement déclaré leur flamme. Rien, dans ce que l'on sait de lui, et du peu que l'on sait de son programme, n'est de nature à effaroucher MM. Dassault, Arnault, Pinault, Lagardère, Bolloré ou Drahî. Ce qui ne signifie pas que les oligarques français soient pendus au téléphone chaque matin pour commanditer des unes, des éditos, ou des sondages favorables. Simplement, par capillarité intellectuelle, ils ont nommé à la tête des rédactions de « leurs » médias des journalistes macrono-compatibles, éventuellement macrono-indifférents, en tout cas jamais macrono-opposés, encore moins macrono-hostiles ».*

Macron ne laisse rien au hasard. Il a organisé sa communication privée.

« Les politiques sont devenus un bon filon pour la presse people », analyse Marion Alombert, rédactrice en chef de 'Voici'. « En ce moment, les Macron ont le vent en poupe. Leur couple intrigue, accroche. Et ils ont compris qu'une exposition bien gérée est une publicité efficace. »

Et Sylvain Fort, un porte parole « d'En Marche », de rajouter : « Il y a un contrat d'exclusivité moral avec Bestimage (agence people

des stars). Cela permet de mieux maîtriser leur image, le choix des photos qui circulent sur eux. Quand ils sont victimes de paparazzi, ils font appel à un photographe de l'agence, ils sont sûrs, ainsi, d'avoir des clichés plus avantageux. »

Résultat : en un an, dix couvertures de « VSD », quatre de « Paris Match », deux de « Closer » une de « Voici ». Quand on constate un tel matraquage médiatique autour de ce candidat, Il n'y a plus rien à ajouter.

Petite précision: Michèle Marchand la directrice de Bestimage, fait partir du staff communication de la campagne....

3) Contrôle de l'opinion publique

Il est utile de rappeler ici les recherches du sociologue Patrick Champagne sur les sondages. Son travail s'est articulé autour du problème central, en science politique, de l'analyse des formes de légitimation de la représentation politique.

D'une critique des logiques qui sont au principe de la mesure de l'opinion publique par les sondages, on est passé à une réflexion qui tente d'appréhender les effets, sur le champ politique, de la croyance en ces instruments. Cette évolution, qui se veut proche de l'évolution même de l'influence des sondages d'opinion sur les pratiques politiques, constitue le centre de la problématique du sociologue qui prend au sérieux les professionnels des sondages, même ceux qui sont peu sérieux scientifiquement, en les prenant au moins comme objet.

Champagne démontre que la croyance dans l'efficacité des sondages à exprimer « l'opinion publique » est indissociable d'une transformation des règles du jeu politique et particulièrement de l'importance croissante qu'on prît les journalistes et les spécialistes en communication. Ainsi, s'est mise en place la croyance selon laquelle « faire de la politique » c'est, notamment grâce à «une bonne communication», se situer le plus haut possible dans les cotes de popularités ».

On y est quand Macron ne déclare avoir nul besoin d'expérience politique et encore moins de programme pour être candidat. Il suffira pour lui d'avoir une bonne côte de popularité. Jouyet et Hollande l'ont bien compris. Ce sont eux et les économistes qui réfléchissent pour lui. Seule l'image compte, car si on entre dans le dur du programme, on s'apercevra rapidement de quels ventriloques Macron est le nom.

Et en voici la parfaite illustration :

Macron est intégré pour la première fois dans un sondage pour les élections présidentielles en janvier 2016. Le Monde titre :

« *Sondage : Emmanuel Macron préféré à Manuel Valls ou François Hollande pour 2017* » et en sous titre « *Un sondage Odoxa pour « Le Parisien/Aujourd'hui en France* » estime que le ministre de l'économie pourrait devancer le premier ministre et même le président ». Il est placé d'entrée de jeu à 22%.

Mais qui sont les commanditaires de ce sondage – test ?

Sans aucun doute le staff de Bernard Arnault, patron de LVMH et propriétaire du « Parisien/ Aujourd'hui en France ». Signalons que Nicolas Bazire, proche de Sarkozy, est l'un des administrateurs de LVMH en même temps que l'un de ceux de l'institut de sondage IPSOS. Mais ce qui est le plus intéressant ici, c'est qu'il est gérant associé de la Banque Rothschild...Il connaît très bien Macron avec qui il a travaillé dans la même banque. Quant à Odoxa, les deux fondateurs sont d'anciens de l'institut de sondage BVA dont Vincent Bolloré et... le fond d'investissement Rothschild ont été actionnaires.

Ce sont donc des proches de Macron qui l'ont mis en selle. On se doute bien à la demande de qui.

Curieusement sa côte moyenne était de 17% dans les sondages tout au long de l'année 2016. Elle a bondi de 7 points en janvier 2017, à 24% pour arriver à 26% des intentions de vote en mars, le plaçant en tête de tous les sondages. Et comme on sait que les élections se jouent dans les trois mois qui précèdent les élections, on comprend mieux ces scores...

Il en sera de même, bien sûr, pour Marine Le Pen, challenger indispensable à la réussite du coup d'État. Elle est créditée de 25% des intentions de vote. Normal.

En cherchant un peu on constate que plus de 80% des instituts de sondage appartiennent à la sphère d'influence qui soutient Macron. Son conseiller en la matière n'est autre que Denis Delmas, ancien président de TNS Sofres. Autant vous dire que, celui là, il connaît la musique.

Dans un article de l'inénarrable « Décodeur » du quotidien le « Monde », soutien inconditionnel de Macron, des journalistes dénoncent les accusations qui sont portées à l'encontre de Macron quant à sa proximité avec les instituts de sondage. Selon eux, les informations publiées sur le sujet sont fausses, erronées ou ne sont plus d'actualité. C'est possible, mais la majorité des instituts de sondage appartient à des milieux financiers (fonds d'investissement, grandes entreprises, publicitaires etc...) dont est issu Macron et dont la proximité politique, elle, ne fait pas de doute.

4) Le contexte international

L'important, pour s'assurer de la réussite d'une prise de pouvoir c'est de ne pas froisser ses alliés. En tous les cas, il faut leur donner des gages de non agression. Dans le cas contraire les auteurs s'exposent à une déstabilisation. Il faut donc que les planètes soient alignées. Pour Macron, ses parrains ont rassuré tout le monde. Le candidat reste bien dans l'orbite assignée : atlantiste et européiste, deux points d'un équilibre indispensable.

5) La régularisation du coup d'État

Enfin, il s'agira de valider la démarche par les élections. Ce sera relativement simple. Si le scénario arrive à son terme, Marine Le Pen sera en face d'Emmanuel Macron. Les commanditaires joueront sur la fibre républicaine et rafleront la mise.

CONCLUSION PROVISOIRE

En analysant chaque phase, nous pouvons dire maintenant, sans l'ombre d'une hésitation, si l'on s'appuie sur les paramètres donnés par les experts, qu'il s'agit bien d'un coup d'État, ou pour l'heure, d'une tentative de Coup d'État... Dans l'intérêt de nos concitoyens et celui de notre pays, il vaut mieux qu'elle n'arrive pas à son terme...

Il est essentiel de laisser la parole à Hervé Kempf, le rédacteur en chef de Reporterre qui est l'auteur d'un ouvrage remarquable sur l'oligarchie et qui connaît donc bien le sujet.

« Les conditions d'un bon exercice de la démocratie sont largement altérées. La délibération libre est viciée par le fait que les médias sont massivement contrôlés par l'oligarchie.

Le choix majoritaire est tronqué par le poids des lobbies voire, parfois, par le déni pur et simple du choix populaire, comme lors du référendum de 2005 sur l'Europe. Mais aujourd'hui, le capitalisme ne considère plus la démocratie comme indispensable à son existence, il la rejette même de plus en plus nettement puisqu'elle conduit logiquement à la remise en cause des pouvoirs en place.

Le respect des droits de l'homme et des libertés publiques est bafoué au nom des politiques anti migratoires. Le pouvoir politique est

subordonné aux puissances financières.

En fait, les classes dirigeantes nous font entrer dans un régime oligarchique, où un groupe de personnes contrôlant les pouvoirs politique, économique et médiatique, délibèrent entre eux puis imposent leurs choix à la société.

Or l'oligarchie actuelle cherche avant tout à maintenir sa position privilégiée. A cette fin, elle maintient obstinément le système de valeurs organisé autour de la croissance matérielle et de la surconsommation – un système qui accélère notre entrée dans la crise écologique. »

L'heure du choix de société a sonné...

Référence :

« L'opinion publique n'existe pas », Pierre Bourdieu, Les Temps modernes, n°318, 1973

« *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique* », Patrick Champagne, Paris, Minuit, coll. « Le sens commun », 1990

L'oligarchie ça suffit, vive la démocratie, Hervé Kempf Seuil, Paris, 2011,

Edward Luttwak Le Coup d'État : manuel pratique, Paris, Éd. Robert Laffont, 1969

Louis Calaferte Droit de Cité, Paris, Ed. Gallimard 1999

Source : [Network Point Zero](#)